

Assurance vie ?  
Pensez Winalto !

## Malgré la polémique, l'objectif de 10 % d'agrocarburants est maintenu

LE MONDE | 22.01.08 | 14h42 • Mis à jour le 22.01.08 | 14h42  
BRUXELLES BUREAU EUROPÉEN

**M**ême dans ses rangs, le débat fait rage. La Commission européenne a néanmoins choisi de maintenir le cap en matière d'agrocarburants. Les propositions dévoilées mercredi 23 janvier vont confirmer l'engagement, pris en mars 2007 par les Vingt-Sept, d'atteindre 10 % d'agrocarburants dans la consommation d'énergie dans les transports d'ici à 2020. L'équipe de José Manuel Barroso doit assortir cet objectif de différents garde-fous, afin de tenir compte des critiques dont ce type de carburants est l'objet.

*"Les problèmes environnementaux provoqués par les biocarburants, ainsi que les problèmes sociaux, sont plus importants que nous le croyions",* a déclaré Stavros Dimas, le commissaire chargé de l'environnement. Une étude rédigée par un groupe d'experts chargés de conseiller la Commission sur les questions énergétiques a pointé l'impact négatif qu'aurait sur les forêts ou la sécurité des approvisionnements un recours massif à ces carburants, qui constituent à peine plus de 1 % de la consommation européenne.

Et une étude de la Chambre des communes britannique va dans le même sens. *"C'est un leurre de croire que l'on peut miser sur ce genre de technique plutôt que sur une meilleure efficacité énergétique",* affirme l'eurodéputé écologiste luxembourgeois Claude Turmes.

Face à ce front de plus en plus large, le commissaire chargé de l'énergie, Andris Piebalgs, a pris la défense des agrocarburants, qui, selon lui, *"entraînent des réductions significatives des émissions de gaz à effet de serre, en comparaison avec leur alternative, le pétrole"*. Et permettraient de limiter la dépendance énergétique de l'Union.

Lundi 21 janvier, les ministres de l'agriculture, soucieux de trouver de nouveaux débouchés pour le secteur, ont demandé le maintien de l'objectif fixé au printemps par les chefs d'Etat et de gouvernement. Pour les rassurer, les commissaires devraient proposer d'accorder le label *"biofioul"* à tout carburant susceptible de réduire de 35 % les émissions de CO<sub>2</sub> par rapport au pétrole - et non de 50 %, comme le réclamaient les membres de la Commission les plus réservés à l'égard des agrocarburants.

Le "paquet climat" doit préciser les conditions de production des carburants éligibles afin de ne pas aggraver la déforestation dans les pays tropicaux. Mais rien n'est prévu pour limiter l'éventuel impact de ces technologies sur les prix alimentaires. *"Gare aux amalgames : le coût des céréales augmente à cause de la sécheresse, et parce que les Chinois s'enrichissent et mangent plus de viande",* affirme un partisan des agrocarburants, sans cacher que la controverse devrait enfler lors de l'examen du projet par les Etats membres et le Parlement européen.

**Philippe Ricard**

Article paru dans l'édition du 23.01.08

**Le Monde.fr**

» A la une    » Archives    » Examens    » Météo    » Emploi    » Programme TV    » Le Post.fr  
» Le Desk    » Forums    » Culture    » Carnet    » Shopping    » Newsletters    » Talents.fr  
» Opinions    » Blogs    » Economie    » Immobilier    » Voyages    » RSS    » Sites du groupe

**Le Monde**

» Abonnez-vous au *Monde* à -60%  
» Déjà abonné au journal  
» Le journal en kiosque



Abonnez-vous au Monde.fr - 6€ visitez Le Monde.fr © Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Avertissement légal | Qui sommes-nous ? | Index | Aide